

La coopération Franco-Québécoise À l'aube du XXIème anniversaire de l'OFQJ

Louis Jolin

Volume 8, numéro 1, mars 1989

France-Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080347ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080347ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jolin, L. (1989). La coopération Franco-Québécoise : à l'aube du XXIème anniversaire de l'OFQJ. *Téoros*, 8(1), 3–5. <https://doi.org/10.7202/1080347ar>

La coopération Franco-Québécoise

L'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (OFQJ) a fêté en 1988 ses vingt ans d'existence. L'année 88 fut donc un moment privilégié, à travers colloques, cérémonies commémoratives et articles de presse, de mesurer le chemin parcouru par cet organisme bi-gouvernemental depuis sa création, le 6 février 1968. Une publication de l'organisme, *Traces et Jalons*⁽¹⁾, a brillamment fait ressortir, par une série de témoignages d'anciens stagiaires, quelques répercussions sociales, culturelles et professionnelles des vingt années d'action de l'OFQJ. Mais cette action touchant à presque tous les domaines, il était impossible de demander à l'auteur de la publication une analyse approfondie des répercussions de l'office dans chacun des domaines, dans chacun des secteurs de la vie sociale.

Le présent article, s'inspirant des pistes ouvertes par *Traces et Jalons* veut combler partiellement cette lacune pour le champ récréo-touristique et cerner les effets de l'action de l'OFQJ dans ce secteur spécifique. Tout en soulignant le rôle de cet organisme, c'est aussi l'occasion d'évoquer d'autres réalisations soutenues par les partenaires touristiques des deux pays. En effet, les stages de l'OFQJ ont souvent servi d'amorce, de "détonateur" au développement, les milieux respectifs continuant par eux-mêmes les échanges et la coopération. De plus, le rôle de l'OFQJ n'est pas exclusif: d'autres organismes publics, commerciaux, associatifs ont jeté des ponts entre les deux pays dans le domaine récréo-touristique et eux aussi, à leur façon, ont contribué au développement.

Cet article n'a pas la prétention d'être exhaustif mais de souligner la richesse des liens qui se sont tissés pendant plus de vingt ans de coopération entre la France et le Québec. La production de ce numéro conjoint, *EspaceS-Téoros* est, en soi, un autre exemple frappant.

La mission de l'OFQJ

Officiellement, il "contribue au rapprochement entre les deux communautés francophones par le développement de relations entre la jeunesse québécoise et la jeunesse française dans les domaines les plus divers"⁽²⁾. Le moyen privilégié: le voyage-échange ou le stage dans l'autre pays. En moyenne, 3 000 stagiaires (1 500 de part et d'autre) ont bénéficié des échanges, ce qui fait plus de 60 000 personnes en vingt ans. Mais au fil des ans la pédagogie a évolué: de stages

d'observation regroupant chacun une vingtaine de stagiaires, d'une durée de trois semaines, avec un contenu pédagogique qui était de la responsabilité de l'OFQJ (après consultation avec les stagiaires), on est passé progressivement à des formules plus souples, plus individuelles avec souvent un contenu à la seule charge des partenaires français et québécois mis en contact. Ce changement s'explique certes par l'évolution des besoins mais aussi par l'obligation d'alléger les coûts, le budget de l'Office n'étant pas automatiquement ajusté à l'inflation surtout dans un contexte général de coupure des dépenses publiques. Pour Madeleine Bourgeois, directrice des projets et programmes à la section québécoise, "les différentes expressions de l'OFQJ au cours des ans ont toujours correspondu aux stades d'évolution des jeunes québécoise et française. Par le biais des besoins qu'ils expriment, ce sont les jeunes qui ont modelé nos services"⁽³⁾. Alain Beaugier, directeur des échanges à la section française, s'interroge quant à lui sur les conséquences des changements: "A-t-on été trop loin dans ce sens? Peut-être, en effet, l'OFQJ s'est-il un peu dépouillé de ce qui constituait une part essentielle de son originalité. Aussi, depuis deux ans, avons-nous remis en place des mécanismes de préparation et d'accueil qui concernent tous les participants. De même faisons-nous actuellement des efforts pour mieux exploiter le capital accumulé par les 60 000 participants de la vie de l'OFQJ et valoriser ainsi ce potentiel. Nous avons également forgé des outils qui recensent les informations et les réseaux"⁽⁴⁾.

Faire ou ne pas faire du tourisme

Par rapport au tourisme, on peut noter une position ambiguë. Au début des années 1970, l'OFQJ, pour bien montrer son sérieux, sa pertinence et pour mieux trouver sa place parmi les organismes de coopération, soutenait qu'il ne faisait pas du tourisme, expression jugée alors péjorative, synonyme de voyage-consommation, de voyage-évasion, sans contenu sérieux, un peu futile quoi! Par opposition, on mettait plutôt l'accent sur la notion de stage, sur le contenu thématique de la découverte, sur la démarche pédagogique, sur le voyage comme moteur du développement, sur le rôle des multiplicateurs dans leur propre société au retour du stage, etc.

Mais tout en s'en défendant, l'OFQJ n'est-il pas, en plus de ses autres objectifs réels

* Louis Jolin est professeur en tourisme à l'UQAM. Il réalise actuellement une thèse de doctorat à la Faculté de droit de l'Université de Lyon III.

et louables, un intervenant touristique de premier plan? N'a-t-il pas contribué à la découverte par les participants aux voyages des réalités du pays visité? L'Office a permis à des milliers de jeunes Québécois et de jeunes Français, âgés de 18 à 35 ans, de traverser l'Atlantique pour la première fois, il a mis à l'épreuve de la réalité les notions d'accueil, d'ouverture à l'autre. L'OFQJ, acteur touristique? Oui, dans le sens que donne au mot tourisme la récente Déclaration de Manille adoptée par l'O.M.T.⁽⁵⁾. Le tout premier secrétaire général de la section québécoise, M. Jean-Paul L'Allier, ne s'en cache pas lors d'une intervention récente, en rappelant qu'au départ "il fallait toucher en priorité ceux qui n'avaient pas accès aux voyages-échanges (...)" tout en parlant du "voyage-échange comme outil d'éducation"⁽⁶⁾. L'OFQJ, acteur du tourisme social? Oui aussi, d'une certaine façon...

D'ailleurs, certaines formules de voyages, certains axes du programme d'action correspondent expressément à cette perspective. Nous pensons, entre autres, aux voyages de découverte régionale dans les premières années de l'organisme, accessibles aux jeunes travailleurs des deux pays. Nous pensons aussi à l'action de support qui est assumée actuellement auprès des jeunes adolescents (12 à 18 ans) pour les aider dans leurs projets culturels ou pédagogiques de voyages. Les voyages ne forment-ils pas la jeunesse?

Les répercussions structurantes des stages de l'OFQJ

En vingt ans, plus de deux cents stages thématiques (une centaine de chaque côté), réalisés selon diverses formules, ont concerné le secteur récréo-touristique (en plus des stages de découverte régionale et des actions de support auprès des groupes d'adolescents). Plus de deux cents stages qui ont regroupé des employés, des étudiants, des animateurs, des bénévoles, de jeunes professionnels, des multiplicateurs susceptibles d'assurer des retombées positives dans leur propre milieu de vie. Il serait trop fastidieux d'en dresser la liste mais dégageons tout de même quelques tendances. Il y a eu, bien sûr, des stages d'observation générale qui visaient à donner un aperçu d'ensemble de l'organisation du secteur, des structures opérationnelles dans chacune des sociétés (les intitulés de ces stages sont *Tourisme*, *Industrie hôtelière*, *Organisation touristique*, etc...). D'autres stages, par contre, furent plus pointus et abordèrent des problématiques de développement aussi bien en matière d'équipements socio-touristiques, d'aménagement du territoire, que liés à la promotion et à l'animation de certaines activités. Ce sont derniers qui ont eu le plus de répercussions, d'effets concrets sur l'organisation de l'offre touristique dans chaque pays.

Plusieurs stages effectués par des Québécois en France ont porté sur les réseaux d'hébergements socio-touristiques (centres et bases de plein air, colonies de vacances, villages de vacances pour les familles, auberges de

jeunesse, centres internationaux de séjour, etc...) et ont contribué directement au développement d'équipements similaires au Québec. Certains de ces hébergements existaient déjà au Québec (camps de vacances, auberges de jeunesse...) mais les stages de l'OFQJ ont favorisé leur essor, leur diversification, leur mutation, pour répondre aux besoins des jeunes, des familles, des personnes âgées. Les camps familiaux du Québec ont bénéficié de cet apport, les bases de plein air surtout. Le premier regroupement des bases de plein air au Québec, au début des années 1970, l'ancêtre de Réseau Plein Air, se dénommait justement l'Union des centres de plein air du Québec (U.C.P.A. Québec) copiant ainsi l'organisme français du même nom. Les Français se sont aussi intéressés aux hébergements socio-touristiques québécois mais plus particulièrement sous l'angle de l'animation et de l'accueil. Une ex-stagiaire française, Marie-Paule Courroy-Desaulniers, témoigne: "Avec quatre autres moniteurs français, je venais de découvrir les colonies de vacances du Québec. Pendant huit semaines, j'ai été intégrée à l'équipe d'animation du camp Minogami. En fait, j'ai eu beaucoup de chance! J'y ai découvert une approche pédagogique qui a été une révélation pour moi: une franchise toute simple entre enfants et animateurs, des relations directes et sans aucune agressivité"⁽⁷⁾.

Les stages ont aussi favorisé le développement et la promotion d'activités de plein air qui ont pris une ampleur considérable au Québec ces dernières années: le cyclotourisme, le ski de fond, la randonnée pédestre, la randonnée équestre, la voile, la spéléologie, etc... Les activités se sont structurées et des aménagements furent réalisés au Québec à la suite des voyages d'observation et de perfectionnement dans les milieux correspondants en France. Un ex-stagiaire québécois, Yvon Gagnon, rappelle l'aménagement des premières pistes de ski de fond en Mauricie et affirme: "c'est grâce à l'OFQJ que j'ai pu acquérir en 1971 la formation technique et pédagogique dispensée par l'École nationale de ski de fond de Prémanon en France. Les enseignants de cet établissement de haut niveau nous ont donné une formation intensive et complète, adaptée pour une application rapide au Québec"⁽⁸⁾. Un autre exemple significatif est l'essor de l'équitation de randonnée au Québec, la création de *Québec à cheval*, la mise en place de centres équestres spécialisés en randonnée au retour de quelques stages réalisés en France dans les années 1980. Si du côté français, toutes ces activités avaient déjà des assises solides, il y avait intérêt à venir au Québec pour échanger sur les méthodes pédagogiques et sur l'animation. Parfois même, pour certaines d'entre elles (ex: le canoë-kayak), le Québec représente *La Mecque*. La longueur des cours d'eau québécois favorise la préparation des chefs d'expédition. D'après Bernadette Lamy, ex-stagiaire française, les stages effectués au Québec durant toutes ces années ont permis de stimuler en France la promotion du canoë de randonnée qui n'était pas du tout connu dans les années 1970⁽⁹⁾.

D'autres voyages, de part et d'autre, ont porté sur l'organisation du tourisme aux niveaux local et régional (pour les employés des syndicats d'initiative, des associations touristiques régionales), sur la place du tourisme en milieu rural, sur la mise en valeur du patrimoine culturel (écomusées, fêtes populaires), sur la signalisation touristique. Chaque fois, les stagiaires essayaient de répondre par l'observation comparative, par l'intégration dans un autre milieu aux questions de développement auxquelles ils étaient confrontés. Sur ce plan, le dossier des parcs est un exemple probant. Les Français ont manifesté beaucoup d'intérêt pour l'organisation des parcs naturels au Québec et plus particulièrement pour l'organisation des loisirs, d'un programme d'animation dans ce type de parcs. Le concept de zone de récréation a suscité leur curiosité. D'un autre côté, des Québécois de la région du Saguenay furent confrontés à la notion et à la réalité d'un parc intégré dans un territoire habité, suite à la création du Parc national du Saguenay. La France sur ce plan, et plus particulièrement la région des Cévennes, avait une expertise de premier plan. Les échanges au sein de l'OFQJ ont été d'une telle qualité qu'ils ont abouti à la signature entre le gouvernement du Québec et le gouvernement français d'une convention concernant le jumelage du Parc national des Cévennes et du Parc national du Saguenay⁽¹⁰⁾.

Enfin, les enjeux de développement de la petite et moyenne hôtellerie, quoique sur un registre mineur, firent également l'objet de quelques voyages-échanges. Parmi ceux-ci il faut souligner le stage réalisé en 1983 par les promoteurs du réseau de la Barouche en Gaspésie et dans le Bas Saint-Laurent auprès du réseau des Logis de France. D'autres stages touchèrent à la restauration: la restauration-minute et la nouvelle restauration au Québec, la technologie de la cuisine sous vide en France⁽¹¹⁾. Le domaine de la formation touristique a aussi été abordé et l'une des dernières manifestations est le stage de production réalisé en Guadeloupe à l'été 1988 par des étudiants et des diplômés du Module de gestion et intervention touristiques de l'UQAM. Il a donné lieu à un véritable colloque conjoint avec des étudiants et des professionnels du tourisme guadeloupéen sur le thème de la formation mais aussi sur les enjeux de développement du tourisme au Québec et en Guadeloupe. Un document vidéo a été tourné et plusieurs suites sont envisagées.

Les suites: Les retombées dans les milieux mais aussi le prolongement des échanges

Nous avons évoqué rapidement les répercussions en termes de développement des stages de l'OFQJ. Ils servent de détonateurs, de catalyseurs, ils cristallisent les questions du moment dans un domaine particulier et les réponses obtenues par l'observation comparative, par l'intégration dans un milieu similaire de l'autre société, peuvent aider à faire évoluer sa propre situation. Les anciens

stagiaires souhaitent aussi maintenir les contacts avec leurs hôtes. Il en est de même des organismes partenaires associés aux échanges, des deux côtés de l'Atlantique. C'est ainsi qu'au fil des ans, les associations, les partenaires sociaux et économiques ont continué à échanger de la documentation, à s'inviter à diverses manifestations avec les moyens du bord et très souvent en dehors de l'OFQJ.

Suite aux nombreux voyages-échanges touchant le secteur du tourisme social, les associations de tourisme social, les associations syndicales engagées dans ce domaine ont désiré officialiser ces échanges, leur conférer une certaine pérennité. Des accords ont été conclus (à titre d'exemple: l'entente entre Vacances Familles au Québec et l'association V.V.F. en France). Plus globalement, un accord-cadre a été signé en 1984 entre le Centre de Coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs (CECOREL-France) et le Groupe de ressources en tourisme social du Québec (G.R.T.S.)⁽¹²⁾. Ces deux organismes de concertation, regroupant chacun des centrales syndicales et des associations de tourisme dans leur propre pays, ont signé une convention et des programmes d'actions pour assurer, sur une base régulière, la transmission de l'information et de l'expertise et pour stimuler les projets de coopération entre les membres des deux organismes. Sous le chapeau de cette convention, le Mouvement québécois des camps familiaux (M.Q.C.F.) et la Fédération française d'associations de loisirs, de vacances et de tourisme (L.V.T.) ont procédé pendant quelques étés à des échanges d'animateurs: le Service Vacances de la Centrale de l'enseignement du Québec et la Ligue française de l'enseignement ont signé un accord concernant le programme *Vacances pour tous*. Des séminaires techniques ont eu lieu dans les deux pays, le dernier en date s'étant déroulé en novembre 1988 au Québec et a regroupé une cinquantaine de participants français et québécois.

Le rôle de l'OFQJ n'est pas exclusif

Les partenaires se prennent en main. Alain Beaugier affirme: *Aujourd'hui, l'OFQJ n'est plus seul: après 20 ans d'activité, la coopération franco-québécoise en matière de jeunesse n'est plus son oeuvre exclusive. Il faut donc travailler avec ces partenaires, leur donner davantage d'autonomie en passant avec eux des conventions sur des points précis*⁽¹³⁾. En plus de l'OFQJ, d'autres organismes stimulent cette coopération franco-québécoise: il y a entre autres la Commission permanente de coopération franco-québécoise qui encadre les échanges annuels des experts et des fonctionnaires, notamment ceux des ministères chargés du tourisme et des loisirs dans les deux sociétés. Ces dernières années, des missions au niveau des fonctionnaires ont porté sur la formation en hôtellerie, sur la signalisation touristique, le chèque-vacances, les parcs, etc... Il y a aussi l'action de l'Association Québec-France et

de l'Association France-Québec qui assurent un enracinement de la coopération auprès des populations. Les municipalités, quant à elles, par des conventions de jumelage, favorisent les échanges dans des domaines relevant de leurs responsabilités. Les entreprises commerciales ne sont pas en reste non plus qu'il s'agisse d'accords entre les compagnies de transport, les grossistes et agents de voyages, les entreprises hôtelières. Deux exemples significatifs ces dernières années: l'entente entre Déclit Diplodocus en France et le Groupe Voyage Québec, les accords conclus entre certaines auberges québécoises et la chaîne volontaire française Relais et Châteaux.

Une coopération tournée vers l'avenir

Mais, direz-vous, tous ces échanges, tous ces accords ont-ils fait voyager plus de Québécois en France et plus de Français au Québec? S'ils ont eu des effets indéniables sur l'évolution du produit touristique, sur l'organisation de l'offre, ont-ils eu des impacts sur la demande? Sûrement, le tourisme des Québécois vers l'Europe est en progression, celui des Français en Amérique également mais la France et le Québec ne sont identifiés comme tels dans les statistiques officielles que depuis peu de temps. De 1980 à 1987, le flux touristique des Français en direction du Québec a connu une augmentation de 67,6%; en contrepartie, celui des Québécois vers la France, pour la même période, a augmenté de 87%⁽¹⁴⁾.

Pour atteindre ces résultats, il faut compter sur le travail des agences de voyages, des grossistes, des compagnies aériennes et des organismes officiels du tourisme. Les Services officiels du tourisme français ont un bureau à Montréal depuis plusieurs années et y mènent une action constante. L'Office du tourisme du Québec à Paris, organisme du ministère du Tourisme, y fait un sérieux travail de promotion auprès des professionnels du tourisme français. Depuis quelques années, l'Office du tourisme du Québec, conjointement avec Tourisme Canada et l'Office du tourisme de l'Ontario, réalise une foire commerciale "Atelier Canada". Plus de 40 vendeurs québécois sur 80 exposants canadiens étaient présents à cette foire les 5 et 6 décembre dernier. Plus de 800 acheteurs français étaient au rendez-vous.

Mais ce que les statistiques officielles ne disent pas toujours, c'est le réseau informel de voyages suscités par les stages de l'OFQJ et les actions de ses divers partenaires. Les Français et les Québécois, anciens stagiaires, parents ou amis d'anciens stagiaires, s'invitent chez eux, dans leur maison, en dehors des établissements commerciaux ou s'échangent leurs appartements. Quelle est l'importance de ce phénomène en chiffres absolus? Il y a là certes un beau sujet de recherche.

En conclusion de toutes ces observations, on ne peut que souhaiter le maintien du rôle de

l'Office, son amplification grâce à un meilleur budget de fonctionnement et que l'Office concrétise sa collaboration avec les partenaires par la signature de conventions précises. Mais, face aux enjeux posés par l'Europe et le marché unique de 1993, face aux enjeux découlant de l'Accord canado-américain de libre-échange, n'y a-t-il pas un risque que les échanges franco-québécois, notamment dans le domaine récréo-touristique, battent sérieusement de l'aile ces prochaines années? Pour contrer cette éventualité, pour stimuler les échanges et la transmission de l'expertise, de la technologie, des données sur les marchés, sur le produit, ne faudrait-il pas regrouper sur une base individuelle et permanente les chercheurs, les professionnels du tourisme dans tous les domaines, du Québec et de la France? Une sorte de Club franco-québécois du tourisme qui pourrait s'ouvrir, par la suite, progressivement à l'ensemble de la francophonie? Certains y pensent sérieusement!

À suivre... †

Notes et références

- (1) *Traces et Jalons*, publication de l'OFQJ, 1er trimestre 1988. Recherche, rédaction et coordination: Elaine Hémond.
- (2) *Le Québec... J'y vais avec l'OFQJ* - programmes 1989, feuillet publicitaire
- (3) *Traces et Jalons*, entrevue avec Madeleine Bourgeois, p. 42
- (4) *Traces et Jalons*, entrevue avec Alain Beaugier, p. 23
- (5) Déclaration de Manille adoptée en 1980 lors de l'assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme. Selon la Déclaration de Manille: *Dans la pratique du tourisme les éléments spirituels doivent l'emporter sur les éléments techniques et matériels. Quels sont ces éléments? Le plein épanouissement de la personne humaine; une contribution sans cesse accrue à l'éducation; l'égalité de destin des peuples; la libération de l'homme dans le respect de son identité et de sa dignité; l'affirmation de l'originalité des cultures et le respect du patrimoine moral des peuples.*
- (6) *Traces et Jalons*, intervention de Jean-Paul L'Allier, pp. 6-7
- (7) *Traces et Jalons*, témoignage de Marie-Paule Courroy-Desaulniers, p. 7
- (8) *Traces et Jalons*, témoignage de Yvon Gagnon, p. 13
- (9) *Traces et Jalons*, témoignage de Bernadette Lamy, p. 18
- (10) Grâce à cette entente, sont prévus "des échanges de personnels, sous forme de séjours ou de stages" (article 3), "des échanges d'informations et des séjours au profit des populations" (article 4), la "production et la diffusion de publications et documents audio-visuels destinés à faire connaître le parc national des Cévennes au Québec et le parc national du Saguenay en France" (article 5).
- (11) *Traces et Jalons*, p. 41
- (12) Cet accord-cadre qui précise les principes de coopération et s'actualise par des programmes d'action, a été signé au début de 1988.
- (13) *Traces et Jalons*, entrevue avec Alain Bourgeois.
- (14) Voir article de Pierre Bellerose, "France - Amérique du Nord: des flux... fluctuants" dans le présent numéro.